



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

CTL
Renault
Lardy

l'Étincelle

pour la construction d'un parti des  travailleurs communiste révolutionnaire

Contact : cr@convergencesrevolutionnaires.org

Lundi 7 septembre 2020

Plan de relance : les profiteurs sans masque

Jean Castex avait terminé son discours à l'université d'été du Medef fin août par ces paroles, concernant la gravité de la crise sanitaire : « *Je sais que beaucoup d'entre vous considèrent qu'elle peut aussi représenter une opportunité...* » Comprendre : une opportunité pour le patronat de faire passer les mesures anti-ouvrières dont il n'osait à peine rêver. Le plan de relance que Castex vient de rendre public met en œuvre cet opportunisme : ce qu'il dit aux capitalistes, c'est... profitons de la crise sanitaire !

De l'argent magique pour les patrons

Ce sont donc 100 milliards d'euros qui vont s'ajouter aux 470 milliards débloqués dans l'urgence au printemps dernier, pour aider les entreprises.

Donc « l'argent magique » cher à Macron coule à flots et doit servir à combler de cadeaux les grands patrons. Castex est fier d'affirmer que « *c'est en France que l'aide aux entreprises a été la plus massive* ». Tous les prétextes sont bons pour les baisses d'impôts et les subventions diverses : l'écologie avec la rénovation énergétique de bâtiments par des gros bétonneurs repeints en vert, et l'emploi, alors que ce sont les plus gros licenciés qui vont toucher le pactole.

Tout ce que Castex promet d'ici 2021, ce sont 160 000 embauches, quand bien même un million de salariés auront perdu leur emploi en 2020. Payer 100 milliards pour 160 000 emplois sur un an, ça fait cher la création d'un seul emploi (625 000 euros)... s'il existe un jour car avec le CICE (crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi), les patrons ont empoché des milliards sans embaucher ! À souligner que les trois quarts de ces subventions iront aux grands groupes, ceux qui annoncent des licenciements massifs actuellement.

Le port du masque pour seule politique sanitaire

En revanche, pour tout ce qui serait nécessaire et vital pour lutter contre l'épidémie, il n'y a pas d'argent : pas d'embauches dans les hôpitaux, qui seront tout aussi débordés qu'au mois de mars si une deuxième vague survient ; pas d'embauches dans les laboratoires, qui n'arrivent pas à suivre la cadence des tests ; pas d'investissements dans les transports publics saturés ; pas d'embauches dans les écoles, collèges et lycées, dont les classes sont surchargées et où toute distanciation sociale est abolie, sous prétexte que le port du masque dans les classes du secondaire suffirait.

La rentrée scolaire « *s'est faite normalement* », claironne Blanquer depuis BFM. Vraiment ? C'est que la priorité du gouvernement est de remettre tous les parents au travail. Et au travail, il faut porter le masque, sans aménagements, sans pauses supplémentaires pour compenser la pénibilité accrue. Mais sous peine de sanctions, pouvant aller jusqu'au licenciement. Pratique en ces temps de dégraissages massifs ! Et les mêmes qui avaient jugé le port du masque « *inutile, voire dangereux* » parce qu'ils n'en avaient pas à nous fournir, n'ont pas honte de nous faire aujourd'hui la morale, de nous culpabiliser, comme si la reprise de l'épidémie venait de notre irresponsabilité à tous.

Un plan de relance... de nos luttes !

Face à cette situation, nous ne pouvons compter que sur notre force collective et sur nos luttes. Les directions syndicales pleurnichent pour les « *contreparties* » qu'elles voudraient voir figurer dans le plan de relance. Mais c'est d'un véritable plan d'urgence, pour les salariés et la population, dont nous avons aujourd'hui besoin :

- un million d'embauches dans les services publics ;
- l'interdiction des licenciements et des suppressions de postes ;
- le partage du travail entre tous sans perte de salaire pour en finir avec le chômage ;
- au moins 300 euros d'augmentation des salaires par mois pour toutes et tous, et toutes les mesures nécessaires pour préserver notre santé, celle de nos anciens et celle de nos enfants.

Nos vies, pas leurs profits : nous sommes les seuls à pouvoir l'imposer et les journées de manifestation et de grève de samedi 12 et de jeudi 17 septembre seront les premières occasions de le faire entendre.

L'Étincelle est aussi en ligne

Facebook : NPA L'Étincelle – Renault Lardy

Twitter : Convergences Révolutionnaires @etincelle_npa

Les Bulletins de l'Étincelle @F_Bulletins

Et sur <https://www.convergencesrevolutionnaires.org/>

Renault Flins : débrayage contre le virus du profit

Après avoir poussé au redémarrage le plus vite possible après le confinement, la direction continue de faire du zèle à l'usine de Flins : elle ne prévient pas les salariés que leurs collègues sont positifs au covid et veut les maintenir à tout prix au travail.

Vendredi 28 août, après un 3^e cas de covid avéré à la tôlerie sans aucune réaction de la direction, 40 salariés de ce secteur ont débrayé pour exiger d'être dépistés. Manque de chance, les patrons n'avaient prévus que 10 tests... pour une usine de 4000 personnes, ils ont donc envoyé les ouvriers se faire tester dehors.

Déjà que les gestes barrières sont intenables avec les cadences imposées, c'est maintenant aux salariés de se débrouiller en cas de cluster dans l'usine. Le seul remède au virus du profit, ce sont nos réactions collectives.

On n'attend pas le Messi

D'après la presse économique, Renault aurait fait un bon « mercato » en débauchant des directeurs de chez PSA. À croire qu'il faut toujours plus de monde au sommet pour virer les salariés à la base... Les directeurs, ça va, ça vient mais la réduction des coûts, des délais et des moyens, ça reste leur seul et unique but.

Alors, pour ne plus subir, il faut que les travailleurs passent à l'offensive. Commençons à le faire dès le 17 septembre pour dire non aux licenciements et au gouvernement qui veut nous faire payer la crise.

Travail virtuel pour profits bien réels

Avec la crise Covid, les directions d'entreprise expérimentent aujourd'hui grandeur nature le futur du travail. Leur idée ? Réduire les coûts immobiliers en généralisant le télétravail. PSA a annoncé 70% du temps en télétravail et 30% sur site pour sa R&D et Renault met en place 60% du temps en télétravail (3 jours sur 5) et 40% sur site.

Pendant la crise sanitaire, ils ont des arguments pour limiter la présence sur site. Mais prenons garde à ce que cette situation ne perdure pas après, car les risques du télétravail se font déjà sentir : isolement social, individualisation face à sa hiérarchie, difficultés à échanger et à s'organiser collectivement.

Clause de non-concurrence entre tous les travailleurs

Gilles Le Borgne, le nouveau directeur de la Mécanique, a trouvé que, par rapport à PSA, Renault ne faisait pas encore assez jouer la concurrence entre ses centres d'ingénierie des différents pays. Il a donc lancé des hiérarchiques à la recherche d'activités réalisées aujourd'hui par des sous-traitants ici et qui pourraient être délocalisées dans les RTx (les centres techniques où les travailleurs sont moins bien payés).

Le jeu de la direction c'est d'opposer les salariés des différents sites, dans tous les pays, pour mieux les exploiter. Mais ce ne sont pas les travailleurs d'à côté qui sont responsables du plan d'économie de Renault et des 15 000 suppressions de postes dans le monde !

Ce qu'il nous faut, c'est lutter pour répartir le travail entre tous, sans tomber dans le piège de la division.

Le chef des « tourne-en-rond »

La dernière nomination dans les hautes sphères de Renault concerne la promo d'un dirigeant en tant que Chief « Turnaround » Officer : si cela veut dire le chef des « tourne-en-rond », on imagine qu'il va avoir du boulot avec tous les grands chefs qui brassent de l'air. Mais « turnaround » veut visiblement dire, dans le nouveau jargon des patrons, « redressement des entreprises en difficulté ».

Un nouveau nom pour les *cost-killers* mais toujours les mêmes méthodes et les mêmes objectifs : des milliards de profits pour les grands actionnaires !

La garderie du MEDEF

Alors que les cas positifs se multiplient dans les établissements scolaires et que plus de 100 classes sont déjà fermées, la ministre du Travail Élisabeth Borne a déclaré qu'il n'y aurait pas de chômage partiel pour les parent en cas de mise en quarantaine des élèves car « *la priorité ce sont des gardes d'enfants pour que les parents puissent continuer à travailler* ».

S'il y avait encore des doutes, cette priorité est bien celle d'un gouvernement au service des grandes entreprises qui permet l'enrichissement des plus riches, au mépris de la santé des salariés et de leurs enfants !

Darmanin et ses sauvages

Le nouveau ministre de l'Intérieur dénonce en continu « *l'ensauvagement d'une partie de la société* », comprendre : les jeunes des banlieues pauvres livrés au chômage, à la misère et au désœuvrement.

En face, c'est « l'ensauvagement » d'une autre partie de la société que montre le journaliste Valentin Gendrot dans *Flic*, son livre-reportage : celui des troupes de Darmanin, gangrénées par le racisme, faisant la chasse aux migrants et aux jeunes des quartiers pauvres.

Le journaliste conclut : « *Les flics sont censés lutter contre la violence. En pratique, ils en sont souvent l'avant-poste.* »

Encore une ordonnance toxique du Dr Macron

Le groupe Mulliez profite d'une ordonnance adoptée par le gouvernement le 20 mai dernier pour reprendre seulement 9 de ses magasins Alinéa sur les 26 existants. Au total, ce sont plus de 2 000 salariés qui sont menacés de licenciement.

Cette ordonnance permet aux entreprises, même si elles sont tenues par les grandes fortunes, comme la famille Mulliez (sixième plus riche de France), de se déclarer en faillite et de supprimer des emplois tout en se faisant leurs propres racheteurs ! Une formule déjà testée et approuvée par de grands patrons, comme celui de Orchestra-Prémaman qui salue « *une très bonne mesure* ».

Cette sale magouille permettra aux grands patrons de restructurer des entreprises sur le dos des travailleurs sous prétexte de crise, une fois les dettes épongées. Contre ce gouvernement qui veut relancer les profits des patrons et faire payer la crise aux travailleurs, seules les luttes paieront !

